

dénouement que lorsque ce dernier devint sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures en mars 1949.

Le Ministère poursuivit son expansion en 1948, et à un rythme à peine moins spectaculaire que l'année précédente. Le service extérieur passa à 216 membres (une augmentation de 23 %) et le Ministère, à 1 213 employés (une augmentation de 47 %). Environ la moitié du personnel travaillait à l'étranger. Sept postes furent ouverts : une légation à Belgrade, deux représentations permanentes auprès des Nations Unies, l'une à New York et l'autre à Genève, un consulat général à San Francisco ainsi que des consulats à Détroit, à Boston et à Francfort. De plus, la légation à Rome fut élevée au rang d'ambassade. À la fin de l'année, le Canada comptait 44 missions à l'étranger : 14 ambassades, huit légations, sept hauts-commissariats, 11 bureaux consulaires et quatre missions spéciales<sup>3</sup>.

Si les femmes furent admises pour la première fois comme agents du service extérieur en 1947, leur nombre restait par ailleurs très limité. D'autre part, le lecteur remarquera sans aucun doute l'absence de documents en français dans le présent volume. En fait, un seul (le document 786) fut rédigé entièrement en français; d'autres ne renfermaient que de brefs passages dans cette langue. Même les communications en provenance de Paris (fut-ce de l'ambassade ou de la délégation à l'Assemblée générale des Nations Unies) étaient rédigées en anglais. On peut en trouver une explication dans un extrait des délibérations d'un comité ministériel spécial sur les rapports préparés par les missions (document 7).

Mises à part quelques exceptions, on ne trouvera pas le type de dépêches ou d'analyses qui retenaient le plus l'attention de ce comité, à savoir les rapports sur la situation dans les pays hôtes. La première de ces exceptions a trait à l'une des crises fondamentales de 1948, à savoir le coup d'État communiste en Tchécoslovaquie et la deuxième, aux politiques nationales et aux relations internationales de deux des plus vieux et des plus grands alliés du Canada, la Grande-Bretagne et la France, qui présentèrent d'épineux problèmes aux occupants de l'Édifice de l'Est sur la Colline parlementaire. Les dépêches pertinentes ont été reproduites car elles aident à comprendre d'une part le contexte dans lequel le gouvernement du Canada et le ministère des Affaires extérieures cherchaient à définir les engagements du Canada à l'étranger et, d'autre part, certaines des réactions spécifiques à cette évolution de la situation internationale. Une autre préoccupation du Ministère à savoir l'attitude et les intentions de l'Union soviétique, est reflétée dans les documents qui complètent l'histoire amorcée dans le chapitre V du volume 13 des *Documents sur les relations extérieures du Canada*.

Cette préoccupation n'était que la manifestation la plus évidente d'une nouvelle donne dont on retrouve la trace partout dans le présent ouvrage : le début de ce qui commençait à être surnommé «la guerre froide». Même si cette expression n'est utilisée que dans deux documents (1079 et 1082), cherchant l'un et l'autre à résoudre l'énigme de la politique soviétique, l'impact de la bipolarisation du monde est évident dans presque tous les chapitres. Le niveau de la représentation du Canada à Prague et à Varsovie fut réévalué au lendemain du coup d'État en Tchécoslovaquie. Et, au moment d'arrêter sa position à l'égard des règlements de paix conclus avec l'Allemagne et le Japon, le Canada prit en compte leur impact sur les relations entre l'Est et l'Ouest. La plupart des grandes questions soumises au Conseil de sécurité

<sup>3</sup>Rapport annuel du ministère des Affaires extérieures, 1948 (Ottawa, 1949).